

● (1530)

Au cours de la campagne électorale, nous avons parlé de quatre éléments fondamentaux: régler les problèmes des taux d'intérêt et celui de la formation et du recyclage; exploiter les techniques nouvelles et concentrer nos efforts sur la recherche et le développement ainsi que sur le commerce, car le Canada a besoin du commerce pour vivre. Trente-cinq pour cent de notre produit national brut dépend du commerce international. Nous avons parlé de réduire l'importance et la taille du gouvernement. Nous avons parlé d'exploiter nos points forts naturels et de revitaliser les secteurs de base sur lesquels a toujours reposé notre économie.

Quels sont ces secteurs de base? L'un est l'agriculture. Dans ce domaine, notre pays pourrait devenir une super puissance. Déjà maintenant, l'agriculture est un mégaprojet de 19 milliards de dollars par année. Lorsque l'on considère que 40 p. 100 de notre activité économique sont liés à l'agro-alimentaire, qui emploie 18 p. 100 de notre population active et produit 5 milliards de dollars d'exportation, alors que l'agriculteur moyen a du mal à joindre les deux bouts, nous ne pouvons que conclure qu'il faut aider ce secteur. C'est ce que nous faisons en nous concentrant sur les frais de production.

Le secteur énergétique est un autre moteur de notre croissance et de notre activité économiques. Selon la CPA, on peut créer 300,000 nouveaux emplois en relançant le secteur énergétique. Il serait possible de créer 100,000 emplois dans le seul secteur de la pétrochimie d'ici 1990.

Il y a aussi le secteur forestier qui rapporte 27 milliards de dollars par année dont 11 milliards en exportation. Nous devons nous en occuper et faire en sorte qu'il demeure rentable et même florissant. La pêche est une autre de nos ressources naturelles: elle rapporte 3 milliards de dollars. Les mines représentent 12.2 milliards de dollars d'activité économique, le tourisme 17 milliards. Nous devons donc faire en sorte que notre cadre administratif permette à ces secteurs de continuer à se développer et à créer les nouvelles richesses dont le pays a besoin.

Oui, les Canadiens ont voté pour ce genre de programmes. Ils veulent de nouvelles idées et de nouvelles solutions. Ils ont aussi voté pour une nouvelle façon de gouverner par la voie de la consultation, de la coopération et de la concertation, pour le renouvellement de notre association politique et économique avec nos partenaires et pour la consultation et la collaboration plutôt que la confrontation et la désaffection. Pourtant, nous avons entendu aujourd'hui les mêmes foutaises trompeuses de la part de mes collègues du Nouveau parti démocratique que pendant toute la campagne électorale.

J'ai entendu le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) dire l'autre jour que notre gouvernement n'avait rien fait pour l'agriculture. Je pourrais lui réciter une litanie de mesures qu'il

*L'Adresse—M. Mazankowski*

a prises dans ce domaine depuis qu'il est au pouvoir. Le 1<sup>er</sup> octobre, le ministre de l'Agriculture (M. Wise), de concert avec ses homologues provinciaux, a annoncé la création d'un programme de lutte contre la sécheresse de 60 millions de dollars à l'intention des agriculteurs de l'Ouest. Le 5 novembre, il a annoncé aussi que la Société du crédit agricole reporterait les saisies d'exploitations agricoles jusqu'au 15 janvier. La situation dans ce domaine est très affligeante et la décision prise par le ministre va nous laisser le temps de chercher des mesures efficaces et constructives. Le 2 novembre, le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) a déclaré que le gouvernement verserait 123 millions de dollars dans le cadre de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Cela fait passablement longtemps que notre parti recommande une telle mesure. On versera 123 millions de dollars pour une année, ce qui fait en tout 223 millions de dollars débloqués jusqu'ici.

On a relevé de \$2.39 à \$2.72 les prix initiaux de l'orge. Le 26 octobre, j'ai annoncé qu'on supprimait la hausse de 8 p. 100 à 10 p. 100 des péages sur la Voie maritime. Cela représentera une économie de quelque 2 millions de dollars pour les agriculteurs de l'Ouest. Dans l'exposé économique, on a déclaré que la taxe de vente de 9 p. 100 serait abolie, que le gouvernement fédéral ne lèverait plus la taxe d'accise de 1.5c. le litre d'essence—la taxe de vente de 9 p. 100 représente 3c. le litre—et qu'il suspendrait la hausse du prélèvement d'indemnisation pétrolière. Cela fait au total une réduction de 6.3c. le litre pour les agriculteurs, les pêcheurs et ceux qui se livrent à l'exploitation forestière. Cela équivaut à près de 28c. le gallon, monsieur le Président, et nos vis-à-vis prétendent que nous n'avons rien fait pour aider les agriculteurs. Eh bien, si c'est bien le cas, annulons donc cette mesure, et nous verrons alors le tollé que cela soulèvera chez nos vis-à-vis, car ils ne savent pas de quoi ils parlent.

En outre, en ce qui a trait aux gains en capital . . .

**Le président suppléant (M. Charest):** A l'ordre!

**M. Mazankowski:** . . . et autres questions de ce genre, ce sont des questions sur lesquelles nous allons nous pencher.

**Le président suppléant (M. Charest):** A l'ordre! Y a-t-il des questions ou observations?

**M. Benjamin:** Pour être bref, monsieur le Président, je voudrais demander au ministre s'il va finir par nous parler de son propre ministère qui a été victime de coupes sombres de 288 millions de dollars, qui viennent s'ajouter aux 32.5 millions de dollars que les agriculteurs devront verser en sus pour le transport de leurs céréales. Je rappelle au ministre à quel point il était opposé au programme de l'honorable Otto Lang visant à faire payer les usagers. Il était alors l'un des principaux porte-parole de l'opposition contre ce projet.